



ATELIER D'ANALYSE DES ÉCONOMIES D'OUTRE-MER

ACTIVITE TOURISTIQUE ET CAS
IMPORTES DE COVID :
SE AN LANMEN KA LAVE LOT

SEBASTIEN MATHOURAPARSAD

NOTE ECONOMIQUE

N°15 - JANVIER 2021



NOTE ECONOMIQUE

N°15 - JANVIER 2021



ACTIVITE TOURISTIQUE ET CAS IMPORTES DE COVID : SE AN LANMEN KA LAVE LOT¹

SEBASTIEN MATHOURAPARSAD*

EN BREF

- **Le sujet.** Une conjonction d'évènements a attiré 40 milles touristes en Guadeloupe fin 2020 et a placé la ligne aérienne Paris/Pointe-à-Pitre au 4^{ème} rang mondial début 2021. Ce qui laisse craindre une 3^{ème} vague d'épidémie.
- **Les hypothèses.** Nous simulons, à partir du modèle macroéconomique MEGATOM (cf. site) conçu pour la Guadeloupe, une contribution financière payée par les voyageurs, à titre solidaire, qui soutiendrait l'activité des établissements hospitaliers.
- **Les résultats.** Introduire une taxe yon a lot, permettrait de subventionner les activités de santé, d'embaucher plus de personnel, de verser des primes ou revaloriser les salaires ou encore l'achat d'équipements hospitaliers. Elle exercerait un effet positif sur le PIB. Mais, il faudrait veiller à ce qu'elle ne détériore pas la compétitivité du secteur touristique.

Cet « hiver », une vague de touristes a déferlé sur la Guadeloupe. Fuyant le territoire national où le bilan de l'épidémie faisait état au 5 janvier 2021 de 66 282 décès cumulés, les voyageurs sont arrivés dans un territoire certes moins contaminé, mais dans lequel la seconde vague a été dix fois plus meurtrière que la première, avec 167 décès recensés au 3 janvier 2021, contre seulement 13 début mai 2020, et ce justement en raison de cas importés durant l'été.

8776 cas confirmés depuis le début de l'épidémie, c'était le point épidémiologique au 5 janvier 2021 établi par l'agence régionale de santé qui a jugé la situation « stabilisée ». Mais derrière les murs décrépits de la vieille bâtisse du CHU, sous les stigmates encore visibles de l'incendie dévastateur de 2017, la plus grande vigilance est de mise. L'hôpital, qui croule sous les dettes fiscales et sociales (61 millions d'euros en 2012) et fournisseurs (près de 49 millions d'euros en 2018), craint de ne pas pouvoir gérer un trop grand afflux de malades. Pour s'y parer, jusqu'à l'arrivée du vaccin, la direction avait dû procéder à des déprogrammations de soins au profit des malades du coronavirus. Et, avec un quart des habitants souffrant de comorbidités, un tiers des individus vivant sous le seuil de pauvreté et un territoire constamment soumis à des coupures d'eau, l'île est assise sur une poudrière. La situation délicate et les conditions de travail difficiles ont conduit à une hausse de burn-out parmi le personnel soignant.

D'un point de vue économique, le PIB sera en forte baisse pour 2020. Aussi la levée des barrières aux déplacements locaux a été jugée très favorable par les professionnels du tourisme qui présageaient le risque d'extinction de plusieurs activités du secteur. Mais pour quelle contrepartie ? Si le tourisme avait déjà un impact négatif sur le plan environnemental en raison du déplacement de la population, il en a maintenant aussi un sur le plan sanitaire pour la même raison. Et il laisse planer le risque d'une troisième vague alors que l'on a enregistré un pic de touristes fin 2020, que des souches plus virulentes et plus contagieuses du virus ont été découvertes en Afrique du Sud, en Angleterre et au Brésil et que la progression de la vaccination est très poussive en France, mais aussi en Guadeloupe et dans les autres territoires d'outre-mer.

D'aucuns observent que nous sommes entrés dans une nouvelle ère qui nous impose de composer avec la circulation des individus et des virus. Et si l'on envisageait un tourisme solidaire qui préserverait la santé publique locale ?

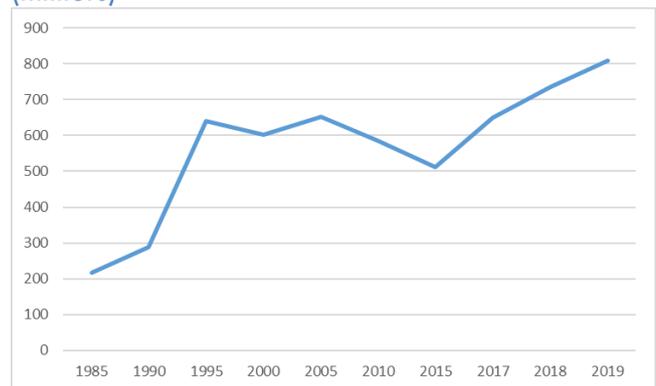
¹ Il faut savoir s'aider les uns les autres.

UNE CONSTRUCTION LENTE MAIS ENCOURAGEANTE...

Aussi bien au niveau mondial qu'à l'échelon insulaire, l'industrie touristique a connu un développement progressif qui s'est accentué avec la libéralisation du transport aérien durant les années 1990. Longtemps perçu comme un enjeu fondamental, en Guadeloupe, la construction du secteur touristique s'est faite en plusieurs étapes comme le rappelle la chronologie du cycle de vie développée par Butler (1980).

- **1970-1972** : phase d'exploration. Le tourisme devient un axe prioritaire de développement en raison de la disparition des usines de canne, le vieux moteur de la croissance.
- **1973-1976** : phase d'implication. La Guadeloupe a bénéficié d'un développement notoire de son offre hôtelière et de ses infrastructures touristiques qui augmentent la fréquentation touristique.
- **1977-1994** : phase de développement. C'est la mise en œuvre de différentes stratégies (valorisation des sites, création de pôles touristiques, politique d'incitation fiscale,...). Mais l'île subit le passage catastrophique du cyclone Hugo en 1989.
- **1995-1998** : phase de consolidation. Le secteur a fortement bénéficié de programmes nationaux et européens de financement publics.
- **1999-2000** : phase de stagnation. La croissance de la fréquentation s'est située pour la première fois à un niveau de 1 %.
- **2001-2005** : phase de récession. Vieillesse du parc hôtelier, arrêt des programmes de défiscalisation, concurrence des pays voisins... le secteur traverse une période très dure.
- **2006-2008** : phase d'embellie. Les pouvoirs publics locaux et nationaux mettent en place des actions volontaristes qui permettent au nombre de touristes de repartir à la hausse.
- **2009-2015** : phase moribonde. La crise sociale de 2009 plonge le secteur dans une crise et l'affabule d'une très mauvaise réputation. Il recherche un second souffle.

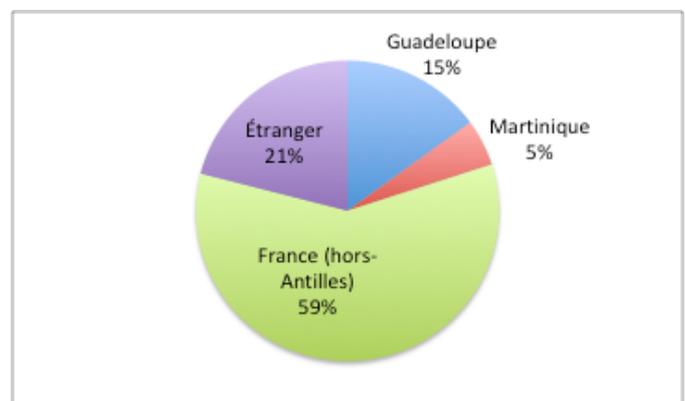
Figure 1. Arrivées de touristes en Guadeloupe (milliers)



Sources : Insee, ledom

Parallèlement à cette évolution, l'émergence du tourisme dans les pays voisins a pénalisé le développement du secteur en Guadeloupe. Des prestations moins étoffées, un coût de la vie plus élevé, taux de change moins favorable, une pratique moins répandue de l'anglais,... plusieurs facteurs pourraient expliquer pourquoi les îles françaises ont rarement été le premier choix des étrangers et demeure essentiellement une destination franco-française.

Figure 2. Répartition des nuitées dans les hôtels de Guadeloupe selon l'origine des touristes en 2017



Sources : Insee

Au total, depuis les années 1970, le tourisme n'a malheureusement jamais joui d'une évolution stable, ce qui l'a empêché de peser très significativement dans la croissance économique. Son poids a régulièrement oscillé entre 3 et 5% du PIB régional. Un poids certes non négligeable, mais ne nous y trompons pas. Une fois déduits les achats des biens importés (car les voyageurs conservent leurs habitudes de consommation de métropole), la contribution au PIB est bien en-deçà.

Toutefois, depuis 2015 (Figure 1) le secteur avait entamé une phase vertueuse. Le nombre de touristes était reparti à la hausse, et le secteur a même atteint un pic jamais égalé en 2019 avec 808 milles touristes. Les travaux de Mathouraparsad et al. (2005) permettent de mesurer le poids des dépenses des touristes qui ont totalisé 448 millions d'euros, soit 5 % du PIB régional. Leurs principaux postes de dépenses concernent l'hébergement hôtelier et la restauration auxquels ils ont consacré 2/3 de leur budget. Ensuite viennent les dépenses de location de véhicules, les achats de biens de consommation comme les boissons alcoolisées locales, des services aux particuliers, etc. Et, selon l'ledom (2019), le poids des emplois engendrés par le secteur est évalué à 11% de l'emploi total ; ce qui est non négligeable.

...MARQUEE PAR UN COUP D'ARRÊT CALAMITEUX

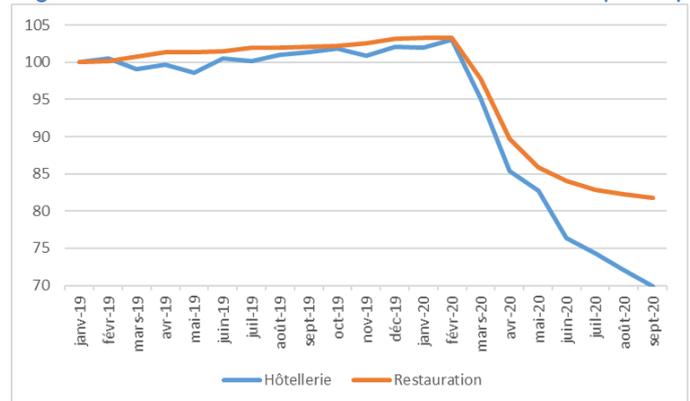
Or, la crise sanitaire récente a marqué un coup d'arrêt pour le secteur. Si on sait déjà que la France a enregistré de son côté une perte de 60 milliards d'euros liés au tourisme en 2020, il est encore tôt pour dresser un bilan pour la Guadeloupe.

La saison « estivale » a été difficile dans les outre-mer. Puis, les seniors, qui habituellement débarquent en septembre, ont été nombreux à préférer rester chez eux, par crainte de l'épidémie.

Ainsi, sur les 9 premiers mois de l'année 2020, l'Insee a enregistré une baisse du nombre de touristes de l'ordre de 47%.

Cette perte de presque la moitié de son activité qui ne sera pas rattrapé est sans nul doute un coup dur pour ce secteur qui n'a eu de cesse de se construire depuis 1970. Une rapide analyse de l'évolution du chiffre d'affaires à partir de février 2019 laisse apparaître une chute vertigineuse.

Figure 3. Évolution du chiffre d'affaires (en %)



Sources : DGFiP, Insee

L'arrêt instantané du tourisme dès que les pays ont fermé leurs frontières a été fatal, avec des effets diffus sur le reste de l'économie. Et plus le territoire dépend du tourisme, plus les conséquences économiques sont importantes.

Afin de se rendre compte de l'impact, considérons que, malgré la réouverture des frontières, le nombre de touristes soit en baisse de 40% pour l'ensemble de l'année 2020 et évaluons-en les effets économiques. Nous supposons ici un choc « sec », c'est-à-dire en ignorant les mesures d'accompagnement de l'Etat qui viennent en soutien de l'économie.

Selon nos résultats de simulation, les secteurs de l'hébergement-restauration devraient être les plus frappés par la crise touristique, avec une baisse de -14% d'activité. Se pose alors la question de la résilience des établissements, car ce sont davantage les structures de petite taille qui devraient s'inscrire dans la durabilité. Toutefois, cette survie dépend de leur capacité financière à traverser la crise puisque les recettes touristiques perdues pendant le confinement ne seront pas rattrapées.

Le deuxième secteur le plus touché est celui de la filière canne-sucre-rhum (-4%) qui correspond d'une part à une consommation directe des touristes, celle des hôtels-restaurants mais aussi à l'achat de souvenirs au départ de l'île. Outre la production et la commercialisation de rhum, il s'agit aussi de la production de cannes dont l'activité peut être touchée. Le secteur des activités de service (récréatifs, loisirs, spectacles) serait en baisse (-4%) ainsi que les services administratifs tels que la location de véhicule, les organisateurs d'excursions (-5%). On peut encore citer l'industrie agroalimentaire dont l'activité baisserait (-2%).

Cette baisse d'activité se répercuterait sur l'emploi

qui serait en baisse surtout dans le principal secteur touché hôtels-restaurants (-18%), mais aussi la filière canne (-10%), les services administratifs (-6%) pour ne citer que ceux-là. Jusqu'ici, le recours au chômage partiel a permis d'éviter de nombreuses destructions d'emploi. Toutefois, les hôtels et restaurants, les centres d'activité, visites guidées... offrent en général un accès au marché du travail pour de nombreux jeunes sans diplôme et pour les étudiants à qui on propose généralement des « extras ». Pour ceux-là, il y a peu de perspectives.

Moins d'emploi, c'est aussi moins de revenus perçus par les ménages (-1%), ce qui alimente moins de consommation, et donc moins de demande de produits locaux, ce qui renforce l'effet négatif sur l'activité économique. Au final, toutes choses égales par ailleurs, si le seul choc négatif du tourisme (-40%) s'étalait toute l'année, il contribuerait à un recul du PIB (-1%) et une hausse des demandeurs d'emploi (+15%).

UN TOURISME SOLIDAIRE OU LA TAXE YON A LOT

Le manque à gagner devrait évidemment être moindre pour le secteur. En premier lieu, des mesures de soutien ont accompagné le côté offre de l'économie. En second lieu, il y a eu un rebond du secteur touristique fin d'année 2020. La Guadeloupe a joui d'un triple effet.

D'une part, les mesures restrictives du déconfinement ont désincité le tourisme sur le sol national. En effet, les touristes qui ont renoncé à partir à l'étranger avaient opté pour des vacances dans leur pays de résidence. Nombreux sont ceux qui ont boudé les vacances à la montagne suite à l'arrêt des remontées mécaniques.

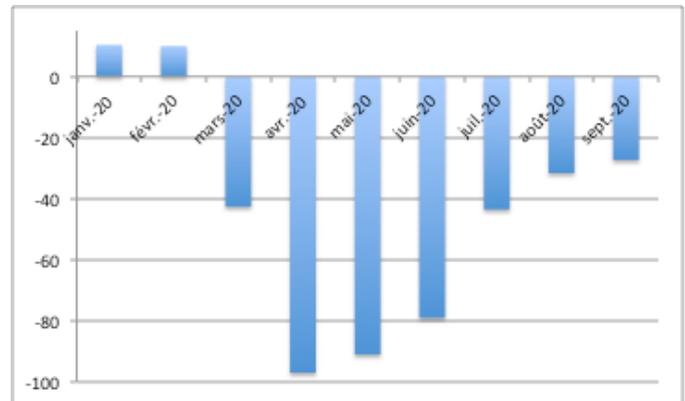
D'autre part, la destination soleil avec des promotions imbattables a été la bienvenue pour exorciser la situation chaotique de l'automne confiné dans l'hexagone, et à l'étranger.

Enfin, la Guadeloupe a bénéficié d'une image relativement rassurante, une destination qui offrait le moins d'incertitudes étant donné que la discipline de la population locale avait permis à l'île de rester non confinée durant l'automne avec une situation globalement stabilisée, contrairement à l'hexagone.

Les facteurs tarifs et confiance ont ainsi joué un rôle important. Ils ont permis d'attirer 40 mille voyageurs sur les plages chaudes de la Guadeloupe. Un afflux

qui fait du bien au secteur hébergement qui a connu une chute colossale du nombre de nuitées par rapport à 2019.

Figure 4. Nombre de nuitées totales dans les hôtels en 2019 et 2020 selon les mois



Sources : Insee

Si ce sursaut touristique a été bénéfique pour le secteur, les leçons de la deuxième vague nous rappellent que la recrudescence de cas vient de cas importés de zones à risque, comme le montre Hoarau (2021). Sans en être responsable, l'activité touristique laisse ainsi craindre une troisième vague de contamination en Guadeloupe, alors que le rythme de vaccination est extrêmement lent et que le début d'année marque habituellement la saison touristique.

Comment concilier survie d'un secteur et protection de la population ? Comment soutenir un secteur d'activités tout en préservant un territoire ? L'incertitude ambiante rappelle une des maximes d'Edgar Morin « Attends-toi à l'inattendu ». Ce qui nous pousse à réfléchir, à tenter de concevoir l'inconcevable. Il est maintenant communément admis qu'une activité entraînant des externalités négatives, si elle ne peut cesser, doit dédommager ses victimes. Or, le tourisme est, d'une part, une activité qui n'est pas délocalisable et est d'autre part, à l'origine d'une recrudescence d'épidémie.

Ceci rappelle qu'Arthur Pigou en 1920 proposait le principe du pollueur-payeur : instaurer une taxation correctrice des externalités de façon à internaliser le coût social des activités économiques polluantes en intégrant les externalités négatives au marché.

Que faire de cette taxe ? Le principe du tourisme solidaire veut que les séjours des voyageurs financent, par leur contribution monétaire, des projets de développement dans les pays hôtes. Compte tenu de la situation sanitaire de l'île en

souffrance (faibles équipements hospitaliers, CHU endetté, comorbidités, manque d'eau, etc.) qui expose davantage les guadeloupéens aux risques sanitaires, nous imaginons ici qu'un tel dispositif pourrait servir à soutenir l'activité des établissements de santé de l'île, et leur permettre par exemple d'employer plus de professionnels de santé ou de revaloriser les salaires.

Autrement dit, nous imaginons un mécanisme de contribution solidaire supporté par chaque voyageur (sur le principe que leur déplacement accroît le risque de contamination), et donc un coût nul pour l'économie locale. Le produit de cette « taxe yon a lot¹ » pourrait permettre ensuite de subventionner l'activité des établissements de santé.

La détermination du montant de cette taxe n'a rien de trivial, et demanderait un approfondissement pour en déterminer le juste prix au regard du consentement à payer des voyageurs. D'une part, il ne faudrait pas détériorer la compétitivité du secteur touristique qui est fortement concurrentiel. D'autre part, en période récession, il n'est pas souhaitable de taxer les activités déjà fortement impactées. Toutefois, considérons le contexte de rebond touristique et de prix promotionnels propice à ce type de dispositif. A titre d'illustration, fixons un taux qui conduit à payer en moyenne 25 euros par voyageur, soit à peu de choses près le prix d'un dîner au restaurant, tout en laissant inchangées les dépenses sur le territoire. Notons que le budget moyen des touristes en 2018 était de 990 euros selon l'Insee. Cette contribution *yon a lot* représenterait donc un peu plus de 2% de leur budget. Pour l'année 2019, cela aurait généré un produit d'un peu plus de deux millions d'euros. A titre d'indication, en l'absence d'informations pour la Guadeloupe, on peut mettre en perspective cette recette en notant qu'en région parisienne, une journée en soins intensifs de personnes infectées par le Coronavirus est facturée 2 932 euros, et le reste à charge moyen dans les hôpitaux parisiens s'élève à 1 500 euros sans mutuelle.

Selon nos résultats de simulation, puisque le produit de cette taxe est destiné au soutien de l'activité des établissements de santé, le choc se ferait d'abord ressentir au niveau de cette activité qui augmenterait (+0,04%). Avec 2 millions d'euros, la branche pourrait alors embaucher davantage de personnel (+0,04%) mais également acheter davantage d'équipements hospitaliers et de

médicaments. Elle solliciterait aussi d'autres branches d'activités pour réaliser le surplus de services. C'est le cas notamment de la construction/rénovation (+0,11%), des activités scientifiques (+0,05%). Par effets d'entraînement, il se produirait globalement ensuite des impacts positifs sur le reste de l'économie, avec notamment une hausse des rémunérations (+0,03%) qui soutiendrait la consommation des ménages et entraîneraient in fine une hausse du PIB, même faible (+0,02%) et une réduction des demandeurs d'emploi (-0,17%).

Bibliographie

Butler R.W. (1980), The concept of a tourist area cycle of evolution: implications for management of resources, *Canadian geographer*, vol. 24, n°1, pp.5-12.

Hoarau JF (2021), Is international tourism responsible for the outbreak of the COVID-19 pandemic? A cross-country analysis with a special focus on small islands, *TEPP Working Papers n°20-4*.

Iedom (2019), Rapport annuel 2019 de la Guadeloupe, 184 p.

Mathouraparsad S., Maurin A. et Montauban J.-G. (2005) Modeling economic impact of changes in tourism for the french overseas department: the Guadeloupean case, présenté au "Sir Arthur Lewis Institute of Social and Economic Studies, 6th Annual Conference", Jamaïque.

¹ Solidaire

LES PISTES

- Au cours de sa construction, le tourisme a prouvé sa capacité de résilience. Après la crise de 2009, il s'est relevé. Il se relèvera encore.
- La crise sanitaire montre le risque pour une économie insulaire de dépendre du tourisme international.
- Par son mécanisme de péréquation, la contribution *yon a lot* pourrait contribuer à préserver la santé publique en soutenant les activités hospitalières.
- Mais, il faudrait qu'elle soit pro-cyclique, d'un niveau acceptable par le voyageur ou généralisée à l'échelle internationale pour éviter de détériorer la compétitivité du secteur touristique local.



ATELIER D'ANALYSE DES ÉCONOMIES D'OUTRE-MER

Comité de lecture

Patrice BORDA (Maître de conférence, Université des Antilles, Guadeloupe)

Bernard DECALUWE (Professeur titulaire, Université Laval, Canada)

Jean-François HOARAU (Professeur des Universités, Université de la Réunion)

NOTE ECONOMIQUE

N°15 – JANVIER 2021

www.atom-eco.fr

contact_auteur : sebastien.mathouraparsad@univ-antilles.fr